



45, rue Kléber
92300 Levallois-Perret



Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

RCI Banque SA

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026

Forvis Mazars SA
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à
directoire et conseil de surveillance
Siège social : 45 rue Kléber - 92300 LEVALLOIS-PERRET
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

KPMG SA
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat
aux comptes à directoire
Siège social : Tour EQHO, 2 Avenue Gambetta, 92400
COURBEVOIE
Capital de 5 497 100 euros - RCS Nanterre 775 726 417

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société RCI Banque SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 30 juillet 2026

Signé par :

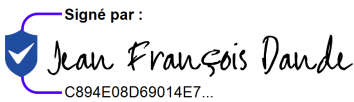
668A72EEEEB74E6...

Natacha André

Associée

KPMG SA

Paris La Défense, le 30 juillet 2026

Signé par :

C894E08D69014E7...

Jean-François Dandé

Associé



RCI BANQUE

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS

30 juin 2026

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	3
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE.....	6
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	7
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	8
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS.....	8
2. FAITS MARQUANTS	8
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	8
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	10
5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	12

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	06/2026	12/2025
Caisse et Banques centrales	2	4 585	3 944
Instruments dérivés de couverture	3	123	116
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4	329	337
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	81	65
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	5	1 975	1 716
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	6 et 7	61 882	61 263
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(4)	-
Actifs d'impôts courants	8	195	98
Actifs d'impôts différés	8	292	269
Créances fiscales hors impôts courants	8	371	448
Contrats de réassurance actifs	8	24	32
Comptes de régularisation et actifs divers	8	1 431	1 362
Participations dans les entreprises associées et coentreprises		91	84
Opérations de location opérationnelle	6 et 7	4 362	3 807
Immobilisations corporelles et incorporelles		311	289
Goodwill		191	191
TOTAL ACTIF		76 239	74 021

PASSIF - En millions d'euros	Notes	06/2026	12/2025
Banques centrales	10.1	1 000	1 801
Instruments dérivés de couverture	3	127	216
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	9	17	24
Dettes envers les établissements de crédit	10.2	2 945	3 063
Dettes envers la clientèle	10.3	31 769	31 070
Dettes représentées par un titre	10.4	26 909	24 795
Passifs d'impôts courants	11	187	134
Passifs d'impôts différés	11	848	785
Dettes fiscales hors impôts courants	11	82	86
Comptes de régularisation et passifs divers	11	2 542	2 617
Passif sur contrats d'assurance émis	12	213	209
Provisions	13	424	398
Dettes subordonnées	15	1 338	1 334
Capitaux propres		7 838	7 489
- Dont capitaux propres part du groupe		7 836	7 489
Capital souscrit et réserves liées		814	814
Autres instruments de capitaux propres		400	400
Réserves consolidées et autres		6 483	5 961
Gains ou pertes latents		(372)	(479)
Résultat de l'exercice		511	793
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		2	-
TOTAL PASSIF		76 239	74 021

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2026	06/2025 Retraité*	12/2025
Intérêts et produits assimilés	21	2 161	2 068	4 177
Intérêts et charges assimilées	22	(1 272)	(1 307)	(2 705)
Commissions (Produits)	23	452	409	862
Commissions (Charges)	23	(287)	(244)	(535)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		35	(3)	18
Produits des contrats d'assurance émis	12	244	230	458
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	12	(44)	(32)	(51)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	12	-	-	-
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	12	(25)	(18)	(47)
Produits des autres activités	24	895	628	1 399
Charges des autres activités	24	(886)	(592)	(1 352)
PRODUIT NET BANCAIRE		1 273	1 139	2 224
Charges générales d'exploitation	25	(397)	(390)	(740)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(17)	(12)	(37)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		859	737	1 447
Coût du risque	26	(144)	(113)	(214)
RESULTAT D'EXPLOITATION		715	624	1 233
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises		4	2	6
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		-	(1)	(1)
Résultat sur exposition inflation (1)		(16)	(11)	(20)
Variation de valeur des écarts d'acquisition		-	-	(37)
RESULTAT AVANT IMPOTS		703	614	1 181
Impôts sur les bénéfices	27	(181)	(148)	(361)
RESULTAT NET		522	466	820
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		11	10	27
Dont part du groupe		511	456	793
Nombre d'actions		1 000 000	1 000 000	1 000 000
Résultat net par action (2) et en euros		510,71	456,46	792,98
Résultat net dilué par action et en euros		510,71	456,46	792,98

(1) Hyperinflation Argentine

(2) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

(*) Dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2026, les informations comparatives au 30 juin 2025 ont été retraitées conformément à IAS 8, afin de tenir compte de la correction rétrospective portant sur les exercices antérieurs relative aux produits constatés d'avance sur les primes des services d'entretien.

Au 30 juin 2025, une provision de 7 millions d'euros avait été comptabilisée en diminution du poste « Commissions – Produits », au titre de l'anomalie identifiée dans l'étalement de ces PCA. Dans les comptes comparatifs retraités, cette provision a été annulée afin d'aligner la présentation du premier semestre 2025 avec le traitement rétrospectif appliqué à l'exercice 2024.

Ce retraitement se traduit par une hausse des commissions produits de 7 M€, une augmentation du résultat consolidé comparatif du premier semestre 2025 du même montant, ainsi qu'une augmentation équivalente des capitaux propres au 30 juin 2025.

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2026	06/2025 Retraité*	12/2025
RESULTAT NET	522	466	820
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	-	3	3
Réévaluation des contrats d'assurance	(1)	-	-
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>(1)</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Opérations de couverture de flux de trésorerie	69	(48)	(13)
Variation de JV des actifs financiers	-	2	2
Différences de conversion	47	(55)	(87)
<i>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>116</i>	<i>(101)</i>	<i>(98)</i>
Autres éléments du résultat global	115	(98)	(95)
RESULTAT GLOBAL	637	368	725
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	19	-	18
Dont part des actionnaires de la société mère	618	368	707

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE

En millions d'euros	Capital et autres instruments (1)	Réserves liées au capital (2)	Réserves consolidées (3)	Ecart de conversion (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère) (6)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère) (7)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère) (8)	Total capitaux propres consolidés (9)
Capitaux propres au 31 décembre 2024**	100	714	5 358	(378)	(43)	937	6 688		6 688
Retraitement des capitaux propres d'ouverture									
Capitaux propres au 1 janvier 2025*	100	714	5 358	(378)	(43)	937	6 688		6 688
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					(39)		(39)	(7)	(46)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					3		3		3
Différences de conversion				(52)			(52)	(3)	(55)
Résultat de la période avant affectation						456	456	10	466
Résultat global de la période				(52)	(36)	456	368		368
Affectation du résultat de l'exercice précédent			937			(937)			
Effet des variations de périmètre et autres			(28)	28					
Distribution de la période			(150)				(150)	(8)	(158)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(3)				(3)	8	5
Capitaux propres au 30 juin 2025*	100	714	6 114	(402)	(79)	456	6 903		6 903
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					37		37	(2)	35
Différences de conversion				(35)			(35)	3	(32)
Résultat de la période avant affectation						337	337	17	354
Résultat global de la période				(35)	37	337	339	18	357
Effet des variations de périmètre et autres			1				1	1	2
Effet des augmentations de capital		400					400		400
Distribution de la période			(150)				(150)	(10)	(160)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(4)				(4)	(9)	(13)
Capitaux propres au 31 décembre 2025	100	1 114	5 961	(437)	(42)	793	7 489		7 489
Retraitement des capitaux propres d'ouverture									
Capitaux propres au 1 janvier 2026	100	1 114	5 961	(437)	(42)	793	7 489		7 489
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					69		69		69
Réévaluation des contrats d'assurance					(1)		(1)		(1)
Différences de conversion				39			39	8	47
Résultat de la période avant affectation						511	511	11	522
Résultat global de la période				39	68	511	618	19	637
Affectation du résultat de l'exercice précédent			793			(793)			
Effet des variations de périmètre et autres			(2)				(2)	1	(1)
Distribution de la période (5)			(262)				(262)	(19)	(281)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(7)				(7)	1	(6)
Capitaux propres au 30 juin 2026	100	1 114	6 483	(398)	26	511	7 836	2	7 838

- (1) Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées - 999 999 actions ordinaires étant détenues par Renault s.a.s.
- (2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.
- (3) La variation des écarts de conversion constatée au 30 juin 2026 concerne principalement le Royaume-Uni, l'Argentine, le Brésil et la Corée. Au 31 décembre 2025, il concernait principalement le Royaume-Uni, la Corée et l'Argentine.
- (4) Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des instruments de dettes pour +40 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour -14 M€ à fin juin 2026.
- (5) Distribution à l'actionnaire Renault d'un dividende sur le résultat 2025 de 250 millions d'euros, correspondant au solde.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2026	06/2025 Retraité*	12/2025
Résultat net	522	466	820
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	16	12	36
Dotations nettes aux provisions	92	82	340
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	-	-	1
Part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	(4)	(2)	(6)
Produits et charges d'impôts différés	19	5	(10)
Pertes et gains nets des activités d'investissement	11	47	41
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(15)	24	(37)
Capacité d'autofinancement	641	634	1 185
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	175	259	405
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	294	427	770
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(1 075)	(642)	334
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	127	(6)	(58)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(1 202)	(636)	392
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(445)	(1 338)	(3 697)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(899)	(1 550)	(3 564)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	454	212	(133)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 772	416	914
- Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	8	186	222
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	1 902	313	570
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(138)	(83)	122
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(1)	(3)	(7)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	251	(1 567)	(2 456)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	1 067	(674)	(866)
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(1)	25	24
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(46)	(37)	(89)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(47)	(12)	(65)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(281)	(588)	(347)
- Remboursement d'instruments de capital et emprunts subordonnés		(430)	(425)
- Dividendes versés	(281)	(158)	(318)
- Var. de trésorerie provenant d'opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	396
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(281)	(588)	(347)
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	36	(70)	(80)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	775	(1 344)	(1 358)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	5 092	6 450	6 450
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	3 944	5 681	5 681
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 148	769	769
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	5 867	5 106	5 092
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	4 585	4 410	3 944
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 282	696	1 148
Variation de la trésorerie nette	775	(1 344)	(1 358)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe Mobilize Financial Services sont constitués de RCI Banque SA, société mère, et ses filiales, ses coentreprises et ses entreprises associées incluses dans le périmètre de consolidation tel que décrit en annexe 5.3.8 des états financiers consolidés au 31 décembre 2025.

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services au 30 juin 2026 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 juillet 2026 qui a autorisé leur publication.

Les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services, pour l'année 2025, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 11 février 2026 et approuvés à l'Assemblée Générale du 20 mai 2026. Il a été décidé de verser aux actionnaires un dividende de 400 M€, soit un dividende par action de 400 €, dont 150 M€ versés sous forme d'acompte en novembre 2025.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros (M€) sauf indication contraire

2. FAITS MARQUANTS

Nouvelles émissions de Fonds communs de titrisation

Un nouveau véhicule de titrisation (SPV), dénommé 'Cars Alliance Sarl', a été constitué au Luxembourg le 26 février 2026 en tant que véhicule de titrisation à compartiments.

Un premier compartiment a été créé le 11 mars 2026 ('Compartiment Auto Leases Germany V 2026-1') dans le cadre d'une opération de titrisation « true sale » initiée par le Groupe en Allemagne. Le portefeuille d'actifs sous-jacent est constitué de créances de leasing, qualifiées d'expositions au sens du règlement (UE) n°575/2013 (CRR).

Variations de périmètre

Entrée en consolidation par intégration globale de l'entité Mobilize Lease&Co Maroc.

Mobilize Lease & Co UK Ltd est détenue à 100 % par RCI Bank UK Limited, contre 85 % en 2025.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2025.

Les états financiers du groupe Mobilize Financial Services arrêtés au 30 juin 2026 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) tel qu'adopté dans l'Union Européenne. À l'exception des changements mentionnés au paragraphe A ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2025.

A. Evolutions des principes comptables

Le Groupe applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2026.

Nouveaux textes d'application obligatoire en 2026

Amendement d'IFRS 9 / IFRS 7	Classement et évaluation des instruments financiers
Amendement d'IFRS 9 / IFRS 7	Contrats faisant référence à l'électricité produite à partir de sources naturelles
Améliorations annuelles des IFRS - Volume 11	Processus annuel d'amélioration des normes

L'application de ces amendements n'a pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le Groupe

Nouvelles normes et amendements IFRS non appliqués par anticipation par le Groupe		Date d'application selon l'IASB
IFRS 18	Présentation et informations à fournir dans les états financiers	1er janvier 2027

IFRS 18 sera applicable dans les comptes du groupe aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, avec un retraitement obligatoire des informations comparatives. A cette fin, le Groupe poursuit le projet de mise en œuvre de la norme en évaluant l'intégralité de ses impacts ; sur les états financiers primaires, notamment le compte de résultat, sur les indicateurs financiers clés, sur les informations dans les notes aux états financiers, et sur les systèmes d'informations. Le Groupe suit par ailleurs avec attention les saisines de l'IFRS Interpretation Committee et les réponses apportées à cet égard.

Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Par ailleurs l'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
IFRS 19 et amendements	Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public	1er janvier 2027
Amendements d'IAS 21	Conversion dans une monnaie de présentation d'une économie hyperinflationniste	1er janvier 2027
IFRS 20	Actifs réglementés et passifs réglementés	1er janvier 2029

Le Groupe n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application d'IFRS 19, d'IFRS 20 et des amendements d'IAS 21.

B. Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Mobilize Financial Services doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges. Le groupe Mobilize Financial Services revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements (note 7 - Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité et note 26 - Cout du risque par catégorie de clientèle).

Des impacts macroéconomiques ont été intégrés dans les hypothèses utilisées pour les tests de dépréciation (IAS 36) et dans les modèles de pertes attendues sur les actifs financiers (IFRS 9).

L'environnement macro-économique du premier semestre 2026 a été marqué par une volatilité accrue des marchés financiers, dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient et dans le détroit d'Ormuz, ayant fortement perturbé les marchés de l'énergie et ravivé les pressions inflationnistes.

Dans ce contexte, après une phase de désinflation observée en 2024 et 2025, un regain des tensions inflationnistes est apparu, principalement lié à la hausse des prix de l'énergie. Cette évolution a conduit les banques centrales à adopter une posture prudente, voire à ajuster leur politique monétaire afin d'ancrer les anticipations d'inflation, tout en restant dépendantes des données économiques disponibles. Ainsi, la Banque centrale européenne a annoncé, le 11 juin 2026, une hausse de 25 points de base de ses taux directeurs, applicable à compter du 17 juin 2026, reflétant la matérialisation de pressions inflationnistes liées notamment au choc énergétique et la persistance des risques à la hausse sur les prix. (Cf. note 10 - « Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre »)

Dans un environnement marqué par une croissance modérée et des incertitudes accrues, la Banque reste attentive à l'évolution des conditions économiques et réglementaires, notamment en matière de durabilité, et adapte sa stratégie en conséquence.

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, le groupe Mobilize Financial Services maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

L'activité de collecte de dépôts présente dans 7 pays différents (France, Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Espagne, Pays-Bas et Pologne) permet de créer une ressource de refinancement et constitue aujourd'hui la principale source de financement du Groupe. Elle vient renforcer le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Sur le marché obligataire, le Groupe se finance sur des maturités allant de 3 à 8 ans en euro et émet régulièrement des green bonds depuis 2022. De plus, depuis 2019, Mobilize Financial Services est présent sur le marché de la dette obligataire subordonnée. Cette diversification des offres permet de toucher divers types d'investisseurs. Par ailleurs le Groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Le pilotage du risque de liquidité du groupe Mobilize Financial Services prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.
- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité Financier.
- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du Groupe est coordonné par la Trésorerie groupe qui gère la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.
- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts et de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses retenues concernant les sorties de dépôts en situation de stress sont volontairement conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers afin d'en assurer la robustesse.
- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque de crédit

Au sein du Groupe Mobilize Financial Services, sont comptabilisés en encours sains (ou performants), les encours classés en bucket 1 et en bucket 2 et en encours douteux (ou non performants), les encours classés en bucket 3.

Au 30 juin 2026, le risque de crédit sur le portefeuille à la clientèle est resté contenu malgré un taux de prêts douteux à 2,6% du total des encours Clientèle, en progression de 13 points de base par rapport au 31 décembre 2025, reflétant les contextes macroéconomiques et géopolitiques tendus.

Les politiques d'acceptation sont restées inchangées sur la période et ont contribué au maintien d'un coût du risque compatible avec l'appétit au risque de crédit défini par le Groupe.

Respect des ratios prudentiels bancaires

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive (UE) 2024/1619 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD VI) et le règlement (UE) 2024/1623, le groupe Mobilize Financial Services est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 30 juin 2026, les ratios calculés confirment le respect des exigences réglementaires.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte des soldes créditeurs de nos comptes bancaires et, le cas échéant, des placements de nos excédents de trésorerie. Ces placements peuvent être constitués de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, ou d'achats d'obligations (émises par des états, émetteurs supranationaux, agences gouvernementales ou des entreprises).

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure, préalablement autorisés par le Comité Financier. Le groupe Mobilize Financial Services porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie. En Europe, où le Groupe est soumis à la réglementation EMIR, les dérivés font l'objet de techniques de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral ou enregistrement en chambre de compensation. En dehors d'Europe, le Groupe est attentif à la qualité de crédit des contreparties bancaires avec lesquelles il traite des dérivés.

5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Le principe de sectorisation est le suivant :

- Clientèle : particuliers, professionnels ou entreprises (financements pour soutenir la vente au client final faite par les réseaux/constructeurs).
- Réseaux : concessionnaires, importateurs des marques Renault, Nissan et Mitsubishi (financements des stocks de véhicules neufs, d'occasion, de pièces de rechange, de véhicules de démonstration, prêts de trésorerie pour soutenir la vente de la production des constructeurs automobiles à leur réseaux de distribution).
- Autres : regroupe principalement les comptes acheteurs et les comptes ordinaires avec les concessionnaires indépendants ainsi qu'avec Renault Group et les marques Nissan et Mitsubishi

Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2026
Encours productif moyen	45 787	11 959		57 746
Actif productif moyen	49 861	11 959		61 820
Produit net bancaire	926	142	205	1 273
Résultat brut d'exploitation	598	95	166	859
Résultat d'exploitation	462	91	162	715
Résultat avant impôts	462	90	151	703

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2025
Encours productif moyen	44 556	11 388		55 944
Actif productif moyen	47 900	11 388		59 288
Produit net bancaire	1 585	307	332	2 224
Résultat brut d'exploitation	1 057	156	234	1 447
Résultat d'exploitation	860	150	223	1 233
Résultat avant impôts	855	150	176	1 181

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2025
Encours productif moyen	44 211	11 540		55 751
Produit net bancaire	814	186	139	1 139
Résultat brut d'exploitation	497	117	123	737
Résultat d'exploitation	397	106	121	624
Résultat avant impôts	436	105	73	614

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

S'agissant du Produit Net Bancaire, dans la mesure où la majorité des produits du groupe Mobilize Financial Services France provient des intérêts, ceux-ci sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services tels que présentés aux notes 6 et 7 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

Note 2 : Caisse et Banques centrales

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Caisse et Banques centrales	4 584	3 943
Créances rattachées	1	1
Total des Caisse et Banques centrales	4 585	3 944

Note 3 : Instruments dérivés de couverture

En millions d'euros	06/2026		12/2025	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	61	34	81	47
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	62	92	35	169
Instruments dérivés de change : Couverture des investissement nets		1		
Total des instruments dérivés de couverture	123	127	116	216

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe Mobilize Financial Services dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés qualifiés dans des relations de couverture de flux de trésorerie sont adossés à des dettes à taux variable et à des ensembles agrégés composés d'une dette à taux fixe et d'un swap de taux d'intérêt payeur variable.

Les instruments dérivés qualifiés dans des relations de couverture de juste valeur sont adossés à des dettes à taux fixe et créances commerciales à taux fixe.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2026	<i>Dt entreprises liées</i>
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	1 598			1 598	
Achats	1 603			1 603	
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Prêts	96			96	
Emprunts	96			96	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	152	11	6	169	
Emprunts	151	10	6	167	
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	20 631	24 349	3 500	48 480	
Emprunteurs	20 631	24 349	3 500	48 480	

Ce tableau inclut les nominaux des instruments dérivés, y compris les dérivés non qualifiés dans une relation de couverture (notes 4 - Actifs financiers et 9 - Passifs financiers à la juste valeur par résultat)

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2025	<i>Dt entreprises liées</i>
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	1 549			1 549	
Achats	1 541			1 541	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	42	128	6	176	
Emprunts	42	126	6	174	
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	8 499	23 338	1 950	33 787	
Emprunteurs	8 499	23 338	1 950	33 787	

Note 4 : Actifs financiers

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (**)	329	337
Effets publics et valeurs assimilées	221	195
Obligations et autres titres à revenus fixes	108	142
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	81	65
Titres à revenus variables	48	47
Obligations et autres titres à revenus fixes	10	10
Participations dans les sociétés non consolidées	2	3
Instruments dérivés de taux	11	2
Instruments dérivés de change	10	3
Total des actifs financiers*	410	402
(*) Dont entreprises liées		1
(**) Dont actifs financiers dédiés à l'assurance	191	209

Dans le cadre de la macro-couverture, le Groupe dispose de dérivés non qualifiés dans une relation de couverture au sens de la norme IFRS 9. Ces dérivés sont classés en actifs (ou passifs) financiers à la juste valeur par résultat (voir Note 9 : Passifs financiers à la juste valeur par résultat).

Note 5 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Créances à vue sur les établissements de crédit	1 894	1 504
Comptes ordinaires débiteurs	1 852	1 432
Prêts au jour le jour	42	72
Créances à terme sur les établissements de crédit	81	212
Comptes et prêts à terme en bucket 1	61	203
Comptes et prêts à terme en bucket 2	20	9
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit*	1 975	1 716
(*) Dont entreprises liées	14	16

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds communs de titrisation s'élèvent à 1 325 M€ à fin juin 2026 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs conformément à la définition IAS 7 du cash equivalent.

Les opérations de prêt au jour le jour avec les Banques Centrales figurent dans la rubrique « Caisse et Banques Centrales ».

Note 6 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Prêts et créances sur la clientèle	61 882	61 263
Opérations avec la clientèle	41 805	41 538
Opérations de location financière	20 077	19 725
Opérations de location opérationnelle	4 362	3 807
Total opérations avec la clientèle et assimilées	66 244	65 070

La valeur brute des encours restructurés (y compris les encours douteux), à la suite de l'ensemble des mesures et de concessions accordées aux clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 166 M€ au 30 juin 2026 contre 223 M€ au 31 décembre 2025. Elle est dépréciée à hauteur de 72 M€ au 30 juin 2026 contre 70 M€ au 31 décembre 2025.

6.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Créances sur la clientèle	42 644	42 226
Affacturation sain	1 168	674
Affacturation dégradé depuis l'origination	109	139
Autres créances commerciales saines	32	24
Autres crédits sains à la clientèle	36 657	36 922
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	2 796	2 695
Comptes ordinaires débiteurs sains	920	925
Créances en défaut	962	847
Créances rattachées sur clientèle	92	108
Autres crédits à la clientèle en non défaut	61	55
Comptes ordinaires débiteurs en non défaut	24	48
Créances en défaut	7	5
Éléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	(87)	(21)
Etalement des frais de dossiers et divers	(53)	(76)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(837)	(733)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	803	788
Dépréciation des créances sur la clientèle	(844)	(775)
Dépréciation sur créances saines	(120)	(118)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(103)	(93)
Dépréciation des créances en défaut	(531)	(488)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(90)	(76)
Total net des créances sur la clientèle	41 805	41 538

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturation résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi. La dépréciation de la Valeur résiduelle concerne le crédit (en risque porté et non porté).

6.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Créances sur opérations de location financière	20 781	20 353
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	18 604	18 120
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 657	1 749
Créances en défaut	520	484
Créances rattachées sur opérations de location financière	3	4
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	2	3
Créances en défaut	1	1
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	(306)	(242)
Etalement des frais de dossiers et divers	(2)	2
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(774)	(702)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	470	458
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(401)	(390)
Dépréciation sur créances saines	(70)	(77)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(71)	(69)
Dépréciation des créances en défaut	(257)	(242)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(3)	(2)
Total net des créances sur opérations de location financière	20 077	19 725

6.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Immobilisations données en location	4 506	3 910
Valeur brute des immobilisations données en location	5 941	5 265
Amortissements sur immobilisations données en location	(1 435)	(1 355)
Créances sur opérations de location opérationnelle		17
Créances rattachées	12	
Créances saines et dégradées depuis l'origine	27	44
Créances en défaut	36	24
Produits et charges restant à étaler	(75)	(51)
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(144)	(120)
Dépréciation des créances saines ou dégradées depuis l'origine	(1)	(3)
Dépréciation des créances en défaut	(26)	(15)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(117)	(102)
Total net des opérations de location opérationnelle*	4 362	3 807

(*) Dont entreprises liées

(32)

(23)

Note 7 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2026
Valeur brute	53 073	13 508	1 052	67 633
Créances saines	48 035	12 452	1 044	61 531
<i>En % du total des créances</i>	<i>90,5%</i>	<i>92,2%</i>	<i>99,2%</i>	<i>91,0%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	3 663	913		4 576
<i>En % du total des créances</i>	<i>6,9%</i>	<i>6,8%</i>		<i>6,8%</i>
Créances en défaut	1 375	143	8	1 526
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,6%</i>	<i>1,1%</i>	<i>0,8%</i>	<i>2,3%</i>
Dépréciation	(1 328)	(56)	(5)	(1 389)
Dépréciation créances saines	(382)	(17)	(2)	(401)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>28,8%</i>	<i>30,4%</i>	<i>40,0%</i>	<i>28,9%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(163)	(11)		(174)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>12,3%</i>	<i>19,6%</i>		<i>12,5%</i>
Dépréciation créances en défaut	(783)	(28)	(3)	(814)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>59,0%</i>	<i>50,0%</i>	<i>60,0%</i>	<i>58,6%</i>
Taux de couverture	2,5%	0,4%	0,5%	2,1%
Créances saines	0,8%	0,1%	0,2%	0,7%
Créances dégradées depuis l'origination	4,4%	1,2%		3,8%
Créances en défaut	56,9%	19,6%	37,5%	53,3%
Total des valeurs nettes*	51 745	13 452	1 047	66 244

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

44 395 369 808

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2025
Valeur brute	50 928	14 335	1 092	66 355
Créances saines	45 997	13 300	1 084	60 381
<i>En % du total des créances</i>	<i>90,3%</i>	<i>92,8%</i>	<i>99,3%</i>	<i>91,0%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	3 676	937		4 613
<i>En % du total des créances</i>	<i>7,2%</i>	<i>6,5%</i>		<i>7,0%</i>
Créances en défaut	1 255	98	8	1 361
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,5%</i>	<i>0,7%</i>	<i>0,7%</i>	<i>2,1%</i>
Dépréciation	(1 231)	(50)	(4)	(1 285)
Dépréciation créances saines	(356)	(19)	(3)	(378)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>28,9%</i>	<i>38,0%</i>	<i>75,0%</i>	<i>29,4%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(155)	(7)		(162)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>12,6%</i>	<i>14,0%</i>		<i>12,6%</i>
Dépréciation créances en défaut	(720)	(24)	(1)	(745)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>58,5%</i>	<i>48,0%</i>	<i>25,0%</i>	<i>58,0%</i>
Taux de couverture	2,4%	0,3%	0,4%	1,9%
Créances saines	0,8%	0,1%	0,3%	0,6%
Créances dégradées depuis l'origination	4,2%	0,7%		3,5%
Créances en défaut	57,4%	24,5%	12,5%	54,7%
Total des valeurs nettes*	49 697	14 285	1 088	65 070

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

41 347 522 910

Sur l'activité clientèle, le taux de provisionnement du bucket 1 est resté stable (0,8%) et le taux de couverture du bucket 2 augmente de 20 points de base par rapport au 31 décembre 2025. Le taux de provisionnement du bucket 3 s'établit à 56,9% au 30 juin 2026, en baisse de 50 points de base par rapport au 31 décembre 2025.

La mise à jour des paramètres IFRS9 en mars 2026 s'est caractérisée par une dotation globale de provisions de 5,1 M€, soit une hausse limitée du total des dépréciations.

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 demeure stable. L'augmentation du taux de couverture du bucket 2, de 0,7 % à 1,2 %, s'explique principalement par la dégradation de la qualité de crédit de certaines contreparties,

les expositions plus significatives étant localisées en Allemagne et en France.

Concernant le bucket 3, le taux de couverture s'établit à 19,6 %, contre 24,5 % à fin décembre 2025. Cette évolution s'explique par l'entrée de nouvelles expositions dans ce bucket, caractérisées par des taux de couverture plus faibles.

Note 7.1 : Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2025	Augmentation (1)	Transfert (2)	Remboursements	Abandons	06/2026
Créances saines	60 381	33 254	(925)	(31 179)		61 531
Créances dégradées depuis l'origination	4 613		453	(490)		4 576
Créances en défaut	1 361		472	(192)	(115)	1 526
Total opérations avec la clientèle (VB)	66 355	33 254		(31 861)	(115)	67 633

(1) *Augmentations* = Nouvelle production

(2) *Transfert* = Changement de classification

Note 7.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2025	Augmentation (1)	Diminution (2)	Transfert (3)	Variations (4)	Autres (5)	06/2026
Dépréciation sur créances saines (*)	378	25	(21)	(126)	138	7	401
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	162	13	(15)	(11)	22	3	174
Dépréciation des créances en défaut	745	37	(47)	137	(78)	20	814
Total dépréciations des opérations avec la clientèle	1 285	75	(83)		82	30	1 389

(1) *Augmentations* = Dotation suite à nouvelle production

(2) *Diminution* = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) *Transfert* = Changement de classification

(4) *Variations* = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL ...)

(5) *Autres variations* = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

(*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles (véhicules et batteries) pour un montant de 210 M€ au 30 juin 2026 contre 180 M€ au 31 décembre 2025.

Note 8 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Créances d'impôts et taxes fiscales	858	815
Actifs d'impôts courants	195	98
Actifs d'impôts différés	292	269
Créances fiscales hors impôts courants	371	448
Comptes de régularisation et actifs divers	1 431	1 362
Créances sociales	2	1
Autres débiteurs divers	941	1 006
Comptes de régularisation actif	113	69
Autres actifs	16	4
Valeurs reçues à l'encaissement	359	282
Contrats d'assurance et réassurance actifs	24	32
Contrats de réassurance détenus	24	32
Total des comptes de régularisation et actifs divers*	2 313	2 209
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>460</i>	<i>353</i>

Note 9 : Passifs financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Instruments dérivés de taux	13	15
Instruments dérivés de change	4	9
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	17	24

Note 10 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre

Les emprunts au jour le jour sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 30 juin 2026 à 6 618 M€, soit 6 421 M€ en titres de véhicules de titrisations et 196 M€ en créances privées.

Le Groupe a émis quatre émissions publiques senior en Euro respectivement de 3,8 ans (900 M€), 6,1 ans (900 M€), 8,2 ans (600 M€) et 5,2 ans en format green (750 M€). Par ailleurs, le groupe émet régulièrement dans ses filiales en refinancement local : Brésil, Corée, Maroc, Colombie et Argentine. RCI Banque a émis en Europe l'équivalent de 3,15 Md€ sur le marché obligataire senior sur le premier semestre 2026.

Sur ce marché de la titrisation, le Groupe a placé pour 770 M€ de titres adossés à des prêts automobiles accordés par RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland. Les titrisations privées de prêts automobiles en Italie et de leasing en Allemagne ont vu leur période revolving étendue pour deux ans.

Dans une démarche d'optimisation de sa réserve de liquidité, dont la progression excédait les besoins réels, le Groupe a volontairement modéré la croissance de son épargne. À ce titre, les encours d'épargne se sont établis à 30,3 Md€, un niveau comparable à celui observé à la clôture de l'exercice 2025.

Le dispositif de surveillance du risque de liquidité du groupe Mobilize Financial Services comprend des scénarios de stress de liquidité multiples, de sévérité et vitesse de propagation variables. Ces scénarios incluent des hypothèses de stress sur les financements de marché et de fuite massive de dépôts. La banque a défini pour chaque scénario un horizon de continuité d'activité cible et conduit régulièrement des stress tests pour évaluer sa résilience.

Les ressources listées précédemment, auxquelles s'ajoutent, 4,6 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 5,7 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire des Banques Centrales, 4,1 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) et 476 M€ d'actifs financiers permettent au groupe Mobilize Financial Services de maintenir des horizons de survie au-delà des niveaux adéquats estimés pour chacun de ses différents scénarios de stress de liquidité. Au 30 juin 2026, la réserve de liquidité du groupe Mobilize Financial Services (périmètre Monde) s'établit à 14,9 Md€.

10.1 - Banques centrales

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Comptes et emprunts à terme	1 000	1 800
Dettes rattachées		1
Total Banques centrales	1 000	1 801

10.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Dettes à vue envers les établissements de crédit	613	357
Comptes ordinaires créditeurs	29	33
Autres sommes dues	583	323
Dettes rattachées	1	1
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 332	2 706
Comptes et emprunts à terme	2 274	2 618
Dettes rattachées	58	88
Total des dettes envers les établissements de crédit	2 945	3 063

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

10.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Comptes créditeurs de la clientèle	31 392	30 843
Comptes ordinaires créditeurs	304	262
Comptes créditeurs à terme	700	729
Comptes d'épargne - Livrets ordinaires **	18 116	18 047
Dépôts à terme de la clientèle **	12 272	11 805
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	377	227
Autres sommes dues à la clientèle	114	134
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	75	16
Dettes rattachées sur comptes d'épargne - Livrets ordinaires	45	31
Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle	143	46
Total des dettes envers la clientèle*	31 769	31 070
(*) Dont entreprises liées	731	751
(**) Dont couverts par un régime de garantie des dépôts	Meur 26 957	26 529
	% 88,7%	88,9%

Dépôts de la clientèle

En millions d'euros	06/2026			12/2025		
	Compte d'épargne	Compte à terme	Total	Compte d'épargne	Compte à terme	Total
Allemagne	10 466	7 040	17 506	10 813	6 777	17 590
Royaume-Uni	2 912	3 384	6 296	2 915	3 122	6 037
Autriche	1 372	587	1 959	1 273	648	1 921
France	1 454		1 454	1 351		1 351
Espagne	1 381	1 017	2 398	1 173	889	2 062
Pays-Bas	539	284	823	506	260	766
Pologne	37	103	140	47	154	201
Brésil					1	1
Total Dépôts de la clientèle	18 161	12 415	30 576	18 078	11 851	29 929

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage-espèces accordée à RCI Banque S.A. par le constructeur Renault pour un montant de 700 M€ couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault.

À fin juin 2026, l'encours de dépôts progresse de 647 M€ (+2,2 %), sous l'effet quasi exclusif de la croissance des produits à terme (+564 M€, +4,8 %). Les dépôts à vue demeurent quant à eux globalement stables (+83 M€, +0,5 %). Cette évolution traduit un arbitrage des épargnants en faveur des placements à terme, offrant des rendements plus attractifs que les dépôts à vue, notamment en Allemagne où leur rémunération est restée en grande partie stable.

Le groupe Mobilize Financial Services a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche, en juin 2015 au Royaume-Uni et en novembre 2020 en Espagne, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme. En juillet 2021 puis en janvier 2025, le Groupe a déployé son activité de collecte d'épargne aux Pays-Bas et en Pologne par l'intermédiaire de la fintech Raisin.

10.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Titres de créances négociables (1)	1 918	1 444
Certificats de dépôt	1 350	1 190
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	457	209
BMTN et assimilés	50	
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	61	45
Autres dettes représentées par un titre (2)	7 030	6 874
Autres dettes représentées par un titre	7 024	6 868
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	6	6
Emprunts obligataires et assimilés	17 961	16 477
Emprunts obligataires	17 436	16 024
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	525	453
Total des dettes représentées par un titre *	26 909	24 795
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>228</i>	<i>1</i>

- (1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., RCI Brasil S.A, RCI Colombia S.A. Compania de Financiamiento et Diac S.A.
- (2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland), britannique (RCI Financial Services Ltd), espagnole (RCI Banque S.A. Sucursal en Espana), française (Diac S.A.) et italienne (RCI Banque Succursale Italiana).

Note 11 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Dettes d'impôts et taxes fiscales	1 117	1 005
Passifs d'impôts courants	187	134
Passifs d'impôts différés	848	785
Dettes fiscales hors impôts courants	82	86
Comptes de régularisation et passifs divers	2 542	2 617
Dettes sociales	76	81
Autres créditeurs divers	1 226	1 091
Dettes sur actifs loués	59	70
Comptes de régularisation passif	679	661
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	493	580
Comptes d'encaissement	9	134
Total des comptes de régularisation et passifs divers *	3 659	3 622
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>192</i>	<i>254</i>

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 27.

Le poste autres créditeurs divers intègre les dettes sur les actifs en location conformément aux dispositions de la norme IFRS 16. De plus, les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer et la valorisation des options de vente des minoritaires.

Note 12 : Passif sur contrats d'assurance émis**Réserves techniques d'assurance par composants**

En millions d'euros	Flux de trésorerie actualisés	Ajust. pour risque non financier	Marge de service contract.	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	39	1	(8)	32
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	148	(12)	(345)	(209)
Solde net d'ouverture au 01/01/2026	187	(11)	(353)	(177)
Changements liés aux services actuels	8	8	102	118
MSC reconnue pour les services rendus			102	102
Modification de l'ajustement du risque		8		8
Ajustements d'expérience	8			8
Changements liés aux services futurs	182	(2)	(91)	89
Contrats initialement comptabilisés sur la période	173	(2)	(81)	90
Modifications des estimations qui ajustent la MSC	10		(10)	
Changements d'estimations de pertes sur des contrats onéreux	(1)			(1)
Changements liés aux services passés	(8)	1		(7)
Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus	(10)	(2)		(12)
Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges	2	3		5
Résultat du service d'assurance	182	7	11	200
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(20)		(5)	(25)
Autres mouvements	(20)		(5)	(25)
Autres éléments du résultat global	(1)			(1)
Total variations du compte de résultat et OCI	161	7	6	174
Flux de trésorerie	(177)	(8)	(1)	(186)
Primes et impôts sur les primes reçus	(333)		(6)	(339)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées	45		2	47
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	111	(8)	3	106
Solde net de clôture au 30/06/2026	171	(12)	(348)	(189)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	28	1	(5)	24
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	143	(13)	(343)	(213)

En millions d'euros	Flux de trésorerie actualisés	Ajust. pour risque non financier	Marge de service contract.	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	48	2	1	51
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	167	(17)	(363)	(213)
Solde net d'ouverture au 01/01/2025	215	(15)	(362)	(162)
Changements liés aux services actuels	4	11	193	208
MSC reconnue pour les services rendus			193	193
Modification de l'ajustement du risque		11		11
Ajustements d'expérience	4			4
Changements liés aux services futurs	361	(1)	(174)	186
Contrats initialement comptabilisés sur la période	364	(3)	(173)	188
Modifications des estimations qui ajustent la MSC	(1)	2	(1)	
Changements d'estimations de pertes sur des contrats onéreux	(2)			(2)
Changements liés aux services passés	9	4		13
Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus	2			2
Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges	7	4		11
Résultat du service d'assurance	374	14	19	407
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(34)		(13)	(47)
Autres mouvements	(34)		(13)	(47)
Total variations du compte de résultat et OCI	340	14	6	360
Flux de trésorerie	(370)	(9)	4	(375)
Primes et impôts sur les primes reçus	(659)			(659)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées	80			80
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	209	(9)	4	204
Solde net de clôture au 31/12/2025	185	(10)	(352)	(177)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	39	1	(8)	32
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	146	(11)	(344)	(209)

Réserves techniques d'assurance par couvertures

En millions d'euros	Passif pour couverture restante Hors perte	Passif pour couverture restante Perte	Passif pour sinistres survenus	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	29		3	32
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(174)	(1)	(34)	(209)
Solde net d'ouverture au 01/01/2026	(145)	(1)	(31)	(177)
Total des revenus d'assurance	244			244
Marge reconnue pour les services fournis	103			103
Variation de l'ajustement des risques non financiers sur risque expiré	2			2
Charges attendues des services d'assurance encourues - Sinistres	41			41
Charges attendues des services d'assurance encourues - Dépenses	10			10
Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	88			88
Total des dépenses des services d'assurance	3	(1)	(46)	(44)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Sinistres			(30)	(30)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Dépenses			(11)	(11)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Autres mouvements			1	1
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	3			3
Changements des services passés			(6)	(6)
Pertes et reprises de pertes sur contrat déficitaire		(1)		(1)
Résultat du service d'assurance	247	(1)	(46)	200
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(25)			(25)
Autres mouvements	(25)			(25)
Autres éléments du résultat global	(1)			(1)
Total Variations du compte de résultat et OCI	221	(1)	(46)	174
Flux de trésorerie	(233)		47	(186)
Primes et impôts sur les primes reçus	(339)			(339)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées			47	47
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	106			106
Solde net de clôture au 30/06/2026	(157)	(2)	(30)	(189)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	22		2	24
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(179)	(2)	(32)	(213)

En millions d'euros	Passif pour couverture e restante Hors perte	Passif pour couverture e restante Perte	Passif pour sinistres survenus	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	47	(2)	6	51
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(164)		(49)	(213)
Solde net d'ouverture au 01/01/2025	(117)	(2)	(43)	(162)
Total des revenus d'assurance	458			458
Marge reconnue pour les services fournis	203			203
Variation de l'ajustement des risques non financiers sur risque expiré	5			5
Charges attendues des services d'assurance encourues - Sinistres	69			69
Charges attendues des services d'assurance encourues - Dépenses	17			17
Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	164			164
Total des dépenses des services d'assurance	16	1	(68)	(51)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Sinistres		2	(65)	(63)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Dépenses		2	(18)	(16)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Autres mouvements			1	1
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	16			16
Changements des services passés			14	14
Pertes et reprises de pertes sur contrat déficitaire		(3)		(3)
Résultat du service d'assurance	474	1	(68)	407
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(46)		(1)	(47)
Autres mouvements	(46)		(1)	(47)
Total Variations du compte de résultat et OCI	428	1	(69)	360
Flux de trésorerie	(455)		80	(375)
Primes et impôts sur les primes reçus	(659)			(659)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées			80	80
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	204			204
Solde net de clôture au 31/12/2025	(144)	(1)	(32)	(177)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	29		3	32
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(173)	(1)	(35)	(209)

Note 13 : Provisions

En millions d'euros	12/2025	Dotations	Reprises		Autres *	06/2026
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	308	44	(1)	(17)	3	337
Provisions sur engagement par signature (**)	4	6		(7)	1	4
Provisions pour risques de litiges	250	5	(1)		2	256
Autres provisions	54	33		(10)		77
Provisions sur opérations non bancaires	90	5	(8)	(1)	1	87
Provisions pour engagements de retraite et ass.	42	2	(2)		(1)	41
Provisions pour restructurations	15	2	(4)			13
Provisions pour risques fiscaux et litiges	28	1		(1)		28
Autres provisions	5		(2)		2	5
Total des provisions	398	49	(9)	(18)	4	424

(*) *Autres variations* = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

(**) *Provisions sur engagement de signature* = Concernent essentiellement des engagements de financement

Provisions sur opérations bancaires**Provisions pour risques de litiges**

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque S.A. ou des sociétés du Groupe sont impliquées fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Au Royaume-Uni, la Financial Conduct Authority (FCA) a interdit en 2021 certains modèles de commissionnement dans le cadre du financement automobile. Plusieurs plaintes ont été déposées concernant des accords de commission mis en place avant cette interdiction. Le 11 janvier 2024, la FCA a annoncé l'ouverture d'une revue des accords de commission et des pratiques de vente de financements automobiles dans l'ensemble du secteur du crédit automobile, incluant RCI Financial Services Ltd, afin de s'assurer que les consommateurs reçoivent une indemnisation appropriée en cas de constatation d'éléments démontrant une mauvaise conduite généralisée.

Parallèlement aux investigations de la FCA, la Cour d'appel du Royaume-Uni a rendu, le 25 octobre 2024, une décision imposant que toute commission liée à un financement fasse l'objet d'une communication aux clients et recueille leur consentement explicite.

La Cour suprême a autorisé le pourvoi contre cette décision, et l'audience s'est tenue en avril 2025. En août 2025, la Cour suprême a jugé que les concessionnaires automobiles n'étaient pas soumis à des obligations fiduciaires, mais a confirmé que des commissions élevées non communiquées aux clients pouvaient créer une relation déloyale au regard de la loi sur le crédit à la consommation. À la suite de cette décision, la FCA a lancé, le 7 octobre 2025, une consultation relative à la mise en place d'un dispositif d'indemnisation sectoriel couvrant les contrats conclus entre le 6 avril 2007 et le 1er novembre 2024. Cette consultation s'est clôturée le 12 décembre 2025. Mobilize Financial Services a donc réévalué sa provision à fin 2025 afin d'y inclure un dispositif d'indemnisation proactif, lié aux « dispositifs de commission discrétionnaire » (« Discretionary Commission Arrangements ») et aux « commissions élevées » (« High Commissions »), tels que définis dans le document de consultation de la FCA. Des analyses de sensibilité ont été réalisées sur le taux de réclamation, le taux d'actualisation actuariel et l'échéancier des paiements.

La FCA a publié sa position finale le 30 mars 2026. À la suite de cette publication, certains établissements de crédit britanniques, ainsi qu'une association de consommateurs, ont engagé une action en justice contre la position finale de la FCA. Ces recours auront pour conséquence de retarder les paiements effectués dans le cadre de tout dispositif d'indemnisation. L'audience du tribunal saisi de ces recours n'est pas prévue avant octobre 2026.

À fin juin 2026, le montant de la provision s'élève à 256 millions d'euros.

Compte tenu des recours à venir concernant la position finale de la FCA relative au dispositif d'indemnisation, ces hypothèses revêtent nécessairement un caractère incertain.

En avril 2026, la Banque d'Italie a demandé à la succursale de RCI Banque en Italie de rembourser aux clients ayant soldé leur crédit par anticipation entre 2015 et 2024 une partie de frais de dossier perçus au début du contrat conformément à l'arrêt C-383/18 de la Cour de justice de l'Union européenne de septembre 2019 (arrêt Lexitor). Une provision a été passée pour couvrir ce remboursement

Provisions sur opérations non bancaires**Provisions pour restructuration**

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise.

Provisions pour risques fiscaux et litiges

Les sociétés du Groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les redressements contestés sont provisionnés, au cas par cas, selon des estimations intégrant tant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés.

Note 14 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2025	Dotations	Reprises		Autres (*)	06/2026
			Utilisées	Non Utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	1 285	498	(327)	(97)	30	1 389
Opérations avec la clientèle	1 285	498	(327)	(97)	30	1 389
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	<i>378</i>	<i>307</i>	<i>(252)</i>	<i>(39)</i>	<i>7</i>	<i>401</i>
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>162</i>	<i>51</i>	<i>(20)</i>	<i>(22)</i>	<i>3</i>	<i>174</i>
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	<i>745</i>	<i>140</i>	<i>(55)</i>	<i>(36)</i>	<i>20</i>	<i>814</i>
Provisions sur opérations non bancaires	2	1		(1)		2
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	2	1		(1)		2
Provisions sur opérations bancaires	254	11	(1)	(7)	3	260
Provisions sur engagement par signature	4	6		(7)	1	4
Provisions pour risques de litiges	250	5	(1)		2	256
Total couverture des risques de contreparties	1 541	510	(328)	(105)	33	1 651

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 7.

Note 15 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Dettes évaluées au coût amorti	1 327	1 324
Titres subordonnés	1 297	1 302
Dettes rattachées sur titres subordonnés	30	22
Dettes évaluées à la juste valeur	11	10
Titres participatifs	11	10
Total des dettes subordonnées	1 338	1 334

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par Diac SA pour un montant de 500 000 000 Francs.

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale à 60% du TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40% du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100% et 130% du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5%.

L'emprunt est perpétuel.

Note 16 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2026
Actifs financiers	18 464	20 464	29 200	843	68 971
Caisse et Banques centrales	4 585				4 585
Instruments dérivés de couverture	12	19	82	10	123
Actifs financiers	103	88	169	50	410
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 969	6			1 975
Prêts et créances sur la clientèle*	11 795	20 351	28 949	783	61 878
Passifs financiers	24 659	10 955	23 500	4 991	64 105
Banques centrales	1 000				1 000
Instruments dérivés de couverture	18	41	64	4	127
Passifs financiers	3	8	6		17
Dettes envers les établissements de crédit	1 376	600	969		2 945
Dettes envers la clientèle	20 664	5 556	4 849	700	31 769
Dettes représentées par un titre	1 598	4 714	17 612	2 985	26 909
Dettes subordonnées		36		1 302	1 338

(*) Y compris l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2025
Actifs financiers	17 025	21 499	28 360	557	67 441
Caisse et Banques centrales	3 944				3 944
Instruments dérivés de couverture	8	16	69	23	116
Actifs financiers	151	80	121	50	402
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 716				1 716
Prêts et créances sur la clientèle*	11 206	21 403	28 170	484	61 263
Passifs financiers	24 713	11 716	22 404	3 470	62 303
Banques centrales	1 801				1 801
Instruments dérivés de couverture	22	37	146	11	216
Passifs financiers	8	4	12		24
Dettes envers les établissements de crédit	1 190	874	991	8	3 063
Dettes envers la clientèle	20 519	5 421	4 430	700	31 070
Dettes représentées par un titre	1 155	5 373	16 825	1 442	24 795
Dettes subordonnées	18	7		1 309	1 334

(*) Y compris l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Note 17 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers et décomposition par niveau des actifs et des passifs

En millions d'euros - 06/2026	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (**)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (**)	
Actifs financiers	68 971	387	6 704	61 762	68 853	(118)
Caisse et Banques centrales	4 585		4 585		4 585	
Instruments dérivés de couverture	123		123		123	
Actifs financiers	410	387	21	2	410	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 975		1 975		1 975	
Prêts et créances sur la clientèle*	61 878			61 760	61 760	(118)
Passifs financiers	64 105	11	64 836		64 847	(742)
Banques centrales	1 000		1 000		1 000	
Instruments dérivés de couverture	127		127		127	
Passifs financiers	17		17		17	
Dettes envers les établissements de crédit	2 945		3 497		3 497	(552)
Dettes envers la clientèle	31 769		31 769		31 769	
Dettes représentées par un titre	26 909		27 075		27 075	(166)
Dettes subordonnées	1 338	11	1 351		1 362	(24)

(*) Y compris l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

(**) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

En millions d'euros - 12/2025	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (**)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (**)	
Actifs financiers	67 441	394	5 781	61 345	67 520	79
Caisse et Banques centrales	3 944		3 944		3 944	
Instruments dérivés de couverture	116		116		116	
Actifs financiers	402	394	5	3	402	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 716		1 716		1 716	
Prêts et créances sur la clientèle*	61 263			61 342	61 342	79
Passifs financiers	62 303	11	62 565		62 576	(273)
Banques centrales	1 801		1 801		1 801	
Instruments dérivés de couverture	216		216		216	
Passifs financiers	24		24		24	
Dettes envers les établissements de crédit	3 063		3 084		3 084	(21)
Dettes envers la clientèle	31 070		31 070		31 070	
Dettes représentées par un titre	24 795		25 039		25 039	(244)
Dettes subordonnées	1 334	11	1 331		1 342	(8)

(*) Y compris l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

(**) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les actifs financiers classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à trois niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque arrêté, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :**• Actifs financiers**

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

• Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs aux derniers taux pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

• Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque S.A. des émissions sur le marché secondaire contre trois mois.

Note 18 : Accords de compensation et autres engagements similaires**Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe Mobilize Financial Services négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe Mobilize Financial Services ne dispose actuellement pas d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'événement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 06/2026	Valeur brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instrument s financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	2 594		2 594	97	953		1 544
Dérivés	123		123	97			26
Créances commerciales Renault (1)	2 471		2 471		953		1 518
Passifs	127		127	97			30
Dérivés	127		127	97			30

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspond pour 1 668 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 700 M€ par un gage-espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 10.3) et pour 803 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 253 M€ par nantissement des letras de cambio souscrites par les concessionnaires.

En millions d'euros - 12/2025	Valeur brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instrument s financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	2 251		2 251	86	913		1 252
Dérivés	116		116	86			30
Créances commerciales Renault (1)	2 135		2 135		913		1 222
Passifs	216		216	86			130
Dérivés	216		216	86			130

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspond pour 1 482 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 700 M€ par un gage-espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 10.3) et pour 653 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 213 M€ par nantissement des letras de cambio souscrites par les concessionnaires.

Note 19 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Engagements de financement	2 898	2 186
Engagements en faveur de la clientèle	2 898	2 186
Engagements de garantie	473	241
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	386	156
Engagements d'ordre de la clientèle	87	85
Autres engagements donnés	818	363
Engagements sur locations mobilières et immobilières	818	363
Total des engagements donnés*	4 189	2 790
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>8</i>	<i>1</i>

La ligne « Engagements d'ordre d'établissements de crédit » intègre les engagements donnés par RCI Banque S.A. aux actionnaires minoritaires des JV lorsque celui-ci dispose d'une option contractuelle de cession.

Note 20 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Engagements de financement	4 603	4 726
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 603	4 726
Engagements de garantie	26 868	25 745
Engagements reçus d'établissements de crédit	309	299
Engagements reçus de la clientèle	8 071	7 471
Engagements de reprise reçus	18 488	17 975
Autres engagements reçus	416	287
Autres engagements reçus	416	287
Total des engagements reçus*	31 887	30 758
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>5 998</i>	<i>5 803</i>

Le groupe Mobilize Financial Services dispose au 30 juin 2026 de 4 603 M€ de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions à court et moyen termes et de 4 951 M€ d'actifs éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 21 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Intérêts et produits assimilés	2 570	2 466	4 971
Opérations avec les établissements de crédit (**)	121	163	296
Opérations avec la clientèle	1 638	1 516	3 084
Opérations de location financière	730	713	1 448
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	49	44	83
Intérêts courus et échus des instruments financiers	32	30	60
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(409)	(398)	(794)
Opérations avec la clientèle	(252)	(253)	(495)
Opérations de location financière	(157)	(145)	(299)
Total des intérêts et produits assimilés*	2 161	2 068	4 177
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>501</i>	<i>445</i>	<i>901</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 22 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Opérations avec les établissements de crédit	(207)	(178)	(427)
Opérations avec la clientèle	(408)	(494)	(1 066)
Opérations de location financière	(2)	(4)	(6)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(56)	(55)	(99)
Charges sur dettes représentées par un titre	(585)	(565)	(1 085)
Autres intérêts et charges assimilées	(14)	(11)	(22)
Total des intérêts et charges assimilées*	(1 272)	(1 307)	(2 705)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(12)</i>	<i>(9)</i>	<i>(16)</i>

Les intérêts et charges assimilées montrent une légère baisse qui s'explique principalement par la baisse des taux de rémunération des déposants depuis début 2025 qui réduit progressivement les charges de refinancement de notre portefeuille.

Note 23 : Commissions

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Produits sur commissions	452	409	862
Commissions	17	17	33
Frais de dossiers	10	11	23
Commissions sur activités de services	56	60	124
Commissions de courtage d'assurance	31	27	52
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	190	171	337
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	90	88	189
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	58	35	104
Charges sur commissions	(287)	(244)	(535)
Commissions	(44)	(35)	(56)
Commissions sur les activités de services	(46)	(49)	(102)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(75)	(62)	(132)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(80)	(78)	(162)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(42)	(20)	(83)
Total des commissions nettes*	165	165	327
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>5</i>	<i>5</i>	<i>10</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 24 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Autres produits d'exploitation bancaire	882	612	1 367
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	413	249	599
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	242	121	339
Opérations de location opérationnelle	431	331	718
Autres produits d'exploitation bancaire	38	32	50
dont reprise de provisions pour risques bancaires	13	23	33
Autres charges d'exploitation bancaire	(877)	(577)	(1 322)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(480)	(274)	(659)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(272)	(140)	(376)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(62)	(54)	(112)
Opérations de location opérationnelle	(280)	(212)	(471)
Autres charges d'exploitation bancaire	(55)	(37)	(80)
dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(33)	(25)	(38)
Autres produits et charges d'exploitation	4	1	2
Autres produits d'exploitation	13	16	32
Autres charges d'exploitation	(9)	(15)	(30)
Total des produits et charges nets des autres activités*	9	36	47
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>23</i>	<i>10</i>	<i>31</i>

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du Groupe.

Note 25 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Frais de personnel	(211)	(213)	(423)
Rémunération du personnel	(136)	(144)	(275)
Charges de retraites et assimilées - Régime à cotisations définies	(12)	(12)	(24)
Charges de retraites et assimilées - Régime à prestations définies		(1)	(1)
Autres charges sociales	(45)	(47)	(89)
Autres charges de personnel	(18)	(9)	(34)
Autres frais administratifs	(186)	(177)	(317)
Impôts et taxes hors IS	(29)	(29)	(40)
Loyers	(6)	(4)	(9)
Autres frais administratifs	(151)	(144)	(268)
Total des charges générales d'exploitation*	(397)	(390)	(740)

(*) Dont entreprises liées

(1)

1

Note 26 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Coût du risque sur financement clientèle	(133)	(101)	(198)
Dotations pour dépréciation	(203)	(183)	(329)
Reprises de dépréciation	156	172	298
Pertes sur créances irrécouvrables	(110)	(112)	(211)
Récupérations sur créances amorties	24	22	44
Coût du risque sur financement des Réseaux	(5)	(11)	(6)
Dotations pour dépréciation	(28)	(31)	(40)
Reprises de dépréciation	23	20	38
Pertes sur créances irrécouvrables			(4)
Coût du risque sur autres activités	(6)	(1)	(10)
Variation des dépréciations des autres créances	(1)	1	2
Autres corrections de valeurs	(5)	(2)	(12)
Total du coût du risque*	(144)	(113)	(214)

(*) Dont entreprises liées

1

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Au 30 juin 2026, le coût du risque total du groupe Mobilize Financial Services représente une dotation nette de 144 M€ soit 0,47% des Actifs Productifs Moyens consolidés dont 133 M€ sur le financement clientèle (0,54% des APM Clientèle) et 5 M€ sur le financement des Réseaux (0,08% APM Réseaux), les autres activités étant caractérisées par une dotation nette de 6 M€.

Sur l'activité clientèle, les principaux mouvements du coût du risque en cumul à fin juin 2026 sont les suivants :

Variation du Coût du risque sur financement clientèle

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Encours performants			2
Dotation suite augmentation des encours B1 et B2	(14)	(12)	(18)
Dotation/reprise sur évolution mix par bucket et paramètres de risque	(8)	(12)	(11)
Reprise au titre des ajustements post-modèle - Forward-looking	13	21	31
Dotation / Reprise au titre des ajustements post-modèle - Expertise	9	3	
Encours non performants	(133)	(101)	(200)
Dotation sur encours B3	(59)	(14)	(44)
Pertes sur créances irrécouvrables	(101)	(114)	(192)
Récupérations sur créances amorties	23	23	44
Dotation / Reprise au titre des ajustements post-modèle - Forward-looking	3	(4)	4
Dotation/reprise au titre des ajustements post-modèle - Expertise	9	8	4
Frais de recouvrement alloués B3	(8)		(16)
Total du coût du risque sur financement clientèle	(133)	(101)	(198)

Sur les encours performants, le coût du risque expliqué par la progression des encours et la mise à jour des paramètres IFRS9 a été compensé par les reprises nettes au titre des ajustements post-modèle et au titre du Forward Looking. Sur les encours non-performants, le coût du risque s'explique, outre l'actualisation des paramètres, par les abandons nets et l'augmentation des encours en défaut, dans un contexte économique et géopolitique toujours tendu.

Au 30 juin 2026, les charges de recouvrement, d'actions en justice sur le portefeuille de créances douteuses incluses dans les pertes de crédit attendues depuis la clôture au 31 décembre 2025 (en référence aux normes comptables IFRS9 B5.5.55), contribuent négativement à hauteur de 6% au Coût du Risque total Clientèle

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque de 5 M€ comprend :

- une dotation de 2 M€ sur les encours performants, expliquée notamment par la dégradation de quelques contreparties de taille plus importante en France et Allemagne.
- une dotation de 3 M€ sur les encours non performants expliquée principalement par l'entrée en défaut d'une contrepartie anglaise sur la période.

➤ **Ajustements post-modèle - Forward Looking**

Les ajustements post-modèle sur base d'informations prospectives et de scénarios macroéconomiques dite Forward Looking intègrent une approche sectorielle et statistique.

Approche sectorielle

La provision « forward-looking » intègre une provision sectorielle qui sert à couvrir le risque de certains secteurs d'activité spécifiques. Chaque semestre, Coface fournit une évaluation actualisée du risque (faible, moyen, élevé et très élevé) pour les principaux secteurs économiques. Au titre de l'exercice 2026, aucun secteur ne s'est dégradé au point d'être reclassé en très haut risque. En conséquence, le périmètre couvert par la provision additionnelle reste identique à celui observé à la clôture de 2025. Actuellement, les secteurs identifiés comme présentant le risque le plus élevé et faisant face à des perspectives économiques défavorables sont la construction, le textile et l'habillement, l'automobile, les métaux et la chimie. Une diminution de l'écart entre le risque des secteurs à haut risque et autres secteurs ayant été observée, le taux de provisionnement a été révisé à la baisse, entraînant une reprise de provisions de 12,3 M€.

Approche statistique

La provision statistique repose sur trois scénarios macroéconomiques élaborés par la BCE :

Baseline : Les paramètres PD et LGD sont projetés à l'aide de modèles internes et d'indicateurs macroéconomiques alignés sur le scénario « baseline » de la BCE.

Adverse : Approche similaire au scénario de référence, mais en utilisant des données macroéconomiques dégradées provenant de la BCE. Cela entraîne des valeurs PD/LGD plus élevées et donc des pertes de crédit attendues (ECL) plus importantes.

Upward : Basé sur une approche interne prenant en compte la moyenne des écarts positifs entre les prévisions et les réalisations des indicateurs économiques, conduisant à des PD et LGD nettement inférieurs par rapport aux scénarios « baseline » et « adverse ».

Les prévisions macroéconomiques utilisées pour le calcul de la provision statistique « forward-looking » proviennent de la mise à jour de décembre 2025 de la BCE. En moyenne sur les six pays représentant les plus grands portefeuilles clients du groupe MFS, ces projections mettent en évidence une légère détérioration des principaux indicateurs macroéconomiques (le PIB, le chômage et l'inflation) par rapport aux hypothèses retenues lors de la précédente mise à jour du FL. Chaque scénario est pondéré afin de refléter les dernières perspectives macroéconomiques et leur probabilité de survenance, garantissant que l'ECL soit ajusté aux conditions « point-in-time ». La provision statistique prospective est calculée comme la différence entre la provision pondérée par scénario et le niveau actuel d'ECL. Compte tenu du fait qu'à la date de mise à jour des provisions « Forward-Looking », les dernières données macroéconomiques disponibles de la BCE étaient antérieures au déclenchement du conflit au Moyen-Orient, la pondération du scénario adverse a été augmentée de 5 points de pourcentage, au détriment du scénario upward. La probabilité pondérée du scénario adverse au sein du portefeuille s'établit à 35 % à fin juin 2026.

Le tableau ci-dessous présente les changements de pondération pour chaque scénario entre décembre 2025 et juin 2026.

Clients et concessionnaires	FL Pondération des scénarios – Décembre 2025				FL Pondération des scénarios – Juin 2026				Variation			
	Stability	Baseline	Adverse	Upward	Stability	Baseline	Adverse	Upward	Stability	Baseline	Adverse	Upward
France	0,00	0,45	0,40	0,15	0,00	0,45	0,45	0,1	0,00	0,00	0,05	-0,05
Allemagne	0,00	0,50	0,30	0,2	0,00	0,5	0,35	0,15	0,00	0,00	0,05	-0,05
Italie	0,00	0,50	0,20	0,3	0,00	0,5	0,25	0,25	0,00	0,00	0,05	-0,05
Royaume-Uni	0,00	0,45	0,35	0,2	0,00	0,45	0,40	0,15	0,00	0,00	0,05	-0,05
Brésil	0,00	0,50	0,25	0,25	0,00	0,5	0,30	0,2	0,00	0,00	0,05	-0,05
Espagne	0,00	0,50	0,20	0,3	0,00	0,5	0,25	0,25	0,00	0,00	0,05	-0,05
Corée	0,00	0,55	0,15	0,3	0,00	0,55	0,20	0,25	0,00	0,00	0,05	-0,05
Autres	0,00	0,50	0,20	0,3	0,00	0,5	0,25	0,25	0,00	0,00	0,05	-0,05
Colombie	0,00	0,35	0,10	0,55	0,00	0,35	0,15	0,5	0,00	0,00	0,05	-0,05

Au 31 décembre 2025, le Groupe Mobilize Financial Services a introduit une provision Forward- Looking Remarketing, intégrée dans la composante statistique dont le principe et les hypothèses sont les suivants :

Principe :

Les modèles de LGD actuels ne reflètent pas la détérioration attendue des performances de recommercialisation des véhicules électriques (VE). En effet, les VE présentent aujourd'hui des valeurs de revente nettement inférieures à celles des véhicules thermiques. Avec l'augmentation continue de la part des VE dans le portefeuille du Groupe, cette tendance devrait peser négativement sur les taux de recouvrement et ainsi entraîner une hausse des LGD.

Hypothèses retenues :

La composante Remarketing a pour objectif d'anticiper la dégradation des taux de récupération. Les stress appliqués sont les suivants :

- -9 points sur les véhicules électriques,
- -2 points sur les non électriques

À fin juin 2026, le stock de provisions remarketing s'élève à 6,1 M€, après une reprise de provisions de 4,2 M€.

Variation des provisions forward-looking au cours de l'exercice :

La provision totale du Forward-looking (activité financement Clientèle et Réseaux) s'est élevée à :

Approche statistique : 47 M€ à fin juin 2026 contre 51 M€ à fin décembre 2025.

Approche sectorielle : 26 M€ à fin juin contre 38 M€ à fin décembre 2025.

Les provisions statistiques et sectorielles s'établissent à 73 M€ contre 89 M€ à fin décembre 2025.

Le tableau ci-dessous présente le stock de provisions « forward-looking » à la fin de juin 2026, ventilé par « buckets » et par les principaux pays en termes d'encours.

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 06/2026
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	9	6	2	1		2	20
Espagne	8	4					12
Royaume-Uni	5	4					9
Allemagne	4	3	2	1			10
Italie	3	3	(2)				4
Maroc	1	1					2
Colombie	1	1					2
Irlande	2						2
Pologne	1						1
Suisse	1						1
Autriche	1						1
Pays-Bas	1						1
Autres	3	1	2	1			7
Total	40	23	4	3		2	72

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 12/2025
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	13	3	2	2		1	21
Espagne	9	3	1				13
Italie	6	6					12
Royaume-Uni	6	3					9
Allemagne	5	2	2	1			10
Maroc	2		1				3
Pologne	2						2
Irlande	2						2
Colombie	1		1				2
Autriche	1						1
Pays-Bas	2						2
Suisse	1						1
Autres	4	4		1	1	1	11
Total	54	21	7	4	1	2	89

➤ Ajustements post-modèle - Expertise

Les ajustements post-modèle à dire d'expert sont apportés lorsque des informations complémentaires permettent d'affiner les modèles statistiques. Ces ajustements sont classés en quatre catégories : risque de crédit relatif aux clients fragiles, risque individuel sur contrepartie(s) entreprise(s), risque de non-adéquation statistique (paramètres de risque), autres provisions à dire d'expert (par exemple, risques identifiés sur des sous-portefeuilles, ajustements sur des contrats en défaut ou présentant des impayés).

L'ensemble des provisions à dire d'expert contribue à hauteur de -0,1% dans le montant total des pertes de crédit attendues au 30 juin 2026 contre +1,6% au 31 décembre 2025.

Les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2026 sont identiques à celles détaillées dans la note « 5.2.3 - Règles et méthodes comptables ».

Note 27 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Impôts exigibles	(162)	(143)	(371)
Impôts courants sur les bénéfices	(162)	(143)	(371)
Impôts différés	(19)	(5)	10
Impôts différés	(16)	(5)	22
Variation de la dépréciation des impôts différés actifs	(3)		(12)
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(181)	(148)	(361)

Le taux effectif d'impôts du groupe s'établit à 25,8% au 30/06/26 contre 24,4% au 30/06/25 et 32,6% au 31/12/25.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Elle inclut en France une surtaxe d'impôt sur les sociétés d'un montant de 14,8 M€ au 30 juin 2026.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des dépréciations des créances douteuses et autres passifs.

Note 28 : Evènements postérieurs à la clôture

Il n'y a aucun évènement à signaler.